

Faire face ensemble à l'urbanisation de la faim



L'urbanisation des années à venir se déploiera surtout dans les pays du Sud, et plus particulièrement en Asie et en Afrique. Alors que l'on s'attend à ce que 2 milliards de personnes vivent dans des bidonvilles en 2030, **qu'est-ce que les villes ou les gouvernements des pays du Nord peuvent faire contre l'insécurité alimentaire urbaine ?**

Dans un article publié en 2017, Cecilia Tacoli, chercheuse à l'International Institute for Environment and Development (IIED) (Royaume-Uni), passe en revue la littérature scientifique existante sur ce phénomène qu'elle appelle « l'urbanisation de la faim ». Elle dévoile la manière dont s'entremêlent les dimensions économiques et non économiques de l'insécurité alimentaire en ville, et appelle de ses vœux une participation réelle des ménages urbains les plus pauvres aux actions visant à éradiquer celle-ci. De façon intéressante, cette analyse nous rappelle celle que l'on retrouve dans les pays du Nord sur la justice alimentaire. Elle ouvre ainsi des pistes stimulantes pour la coopération entre villes.

Les revenus des ménages, au cœur de l'insécurité alimentaire urbaine

Le revenu (ou l'absence de revenu) est un facteur explicatif central de l'insécurité alimentaire urbaine. De fait (et mise à part la contribution marginale de l'agriculture urbaine), acheter sa nourriture est l'unique façon de s'en procurer pour les populations urbaines. Par exemple, une étude a montré que l'alimentation pouvait représenter jusqu'à la moitié des dépenses de certains ménages dans le bidonville de Mathare, à Nairobi (Kenya).

Un bas revenu n'a pas seulement un impact sur la capacité à se procurer de la nourriture. Il affecte également l'accès à des biens et des services de qualité. C'est que les chercheurs appellent la « pénalité liée à la pauvreté » (*poverty penalty*). Par exemple, les supermarchés sont souvent moins chers que les petits commerçants, mais il est difficile d'en trouver dans les bidonvilles. Un autre exemple ? Les fruits et légumes sont souvent plus chers dans ces quartiers, ce qui réduit les options saines disponibles pour leurs habitants. Pour cette raison, d'après Cécilia Tacoli, « *l'enjeu alimentaire doit être appréhendé comme une question de pauvreté* ». Une telle analyse fait écho aux réflexions existantes dans les pays du Nord sur la justice alimentaire ([voir notre article précédent sur le sujet](#)).

Le rôle des autres facteurs

Cecilia Tacoli montre également dans son article que l'insécurité alimentaire urbaine a d'autres dimensions que le seul manque de revenu. Elle cite, notamment :



- **Des mauvaises conditions de logement**, qui induisent par exemple un manque d'espace pour stocker des aliments ou les cuisiner, ou l'absence de réfrigérateur pour éviter qu'ils ne se gâtent.
- **L'insécurité foncière**. Or, une adresse stable est souvent un prérequis pour accéder aux programmes d'aide.
- **Des inégalités de genre**. Les femmes sont en effet souvent plus sujettes à l'insécurité alimentaire, car ce sont elles qui généralement mangent en dernier dans la famille.
- **Le manque de services de base de bonne qualité à un prix accessible.**
- **Le manque de temps.**

Ces dimensions sont bien sûr très liées à la question du revenu. Par exemple, le manque d'espace de stockage conduit à acheter plus souvent en petite quantité, et donc à payer sa nourriture plus cher. Toute action visant à réduire l'insécurité alimentaire urbaine doit donc cibler à la fois les dimensions économiques et non-économiques de l'insécurité alimentaire urbaine.

Un conseil ? Renforcez l'initiative des habitants !

Urbanisation galopante, changement climatique... le futur peut faire peur. Etant donnée l'ampleur du problème, la chercheuse appelle de ses vœux un changement radical dans la façon de faire face à l'insécurité alimentaire urbaine. Ce changement devrait reposer sur la participation des habitants. Mais pas celle à laquelle on est trop souvent habitué, qui consiste à organiser des réunions en espérant que les gens viendront. Ils ne viendront pas. Les plus pauvres d'entre nous n'ont pas le temps. **La participation doit plus avoir pour but de renforcer les initiatives des habitants eux-mêmes.**

D'après Cecilia Tacoli, « *il est nécessaire de donner aux plus pauvres l'espace pour innover dans leurs quartiers* ». En effet, quand les organisations de terrain travaillent avec les autorités locales pour produire leurs propres solutions, le succès est souvent au rendez-vous. Un bon exemple de cela est le [Projet Pilote Orangi](#), au Pakistan. Depuis les années 1980, l'organisation promeut l'organisation collective et l'auto-gestion comme moyen de fourniture des services de base. Comment ? En menant des recherches sur la conception des infrastructures de fourniture de l'eau, notamment, pour en faire baisser le prix et les rendre plus faciles à installer par les communautés locales. Et en les formant pour qu'elles puissent le faire. En d'autres termes, **en aidant les habitants à agir plutôt qu'en agissant à leur place**. Une telle stratégie mettant l'accent sur la capacitation s'est révélée moins chère que les moyens traditionnels de fourniture d'eau.

Développer la participation implique de trouver de nouvelles façon de faire participer les gens à la décision. Et donc de s'éloigner des arènes de la participation descendante où ils se sentent étrangers. Il s'agit de regarder où les gens – et plus particulièrement les plus pauvres – sont, et à quelle action collective ils choisissent d'allouer le peu de temps qu'ils ont. Par exemple, Cecilia Tacoli mentionne que les groupes d'épargne, souvent organisés par des femmes, qui émergent dans plusieurs villes en Asie, peuvent être un bon point de départ pour travailler à l'inclusion des plus pauvres dans les processus de décision.

Pour cette raison, **la coopération entre villes devrait avoir pour principe de donner le temps aux gens pour qu'ils inventent leurs propres façons de répondre aux défis, plutôt que de leur imposer des solutions conçues sans eux**. Si la coopération prenait ce tournant, les villes du Nord auraient bien des choses à apprendre de celles du Sud !

Octobre 2018

Urban Food Futures remercie [Cecilia Tacoli](#) pour sa relecture et ses conseils

Source:

[Tacoli, C \(2017\). "Food \(In\)Security in Rapidly Urbanising, Low-Income Contexts". *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 14, 1554](#)

Crédit photo : NASA on [Unsplash](#)

Retrouvez cet article sur le lien suivant :

<http://www.urbanfoodfutures.com/urbanisation-de-la-faim>

Un vendredi sur deux, prenez votre café avec un article que vous recevez directement dans votre boîte mail.

VOTRE MISSION ? Faire le café.

LA NOTRE ? Vous envoyer un article rapide à lire pour l'accompagner !

INSCRIVEZ-VOUS ICI !

